



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 24 juillet 2022 N° 487 PRIX : 0,60 Euro

MALI



Les frontières du Mali avec le Sénégal et la Côte d'Ivoire ont été fermées du 10 janvier au 3 juillet 2022

L'embargo a été levé mais la vie chère continue de frapper les classes populaires

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial : l'embargo a été levé mais la vie chère continue de frapper les classes populaires.

Pages 3 : **Mali**

- ▶ Attentat de Kati : à qui profite le climat de peur ?
- ▶ Le bras de fer entre le Mali et la Côte d'Ivoire risque d'envenimer les relations entre deux peuples voisins.

Pages 4 et 5 : **Burkina Faso**

- ▶ L'ancien bourreau revient sur le lieu du crime.

Pages 5 à 7 : **Côte d'Ivoire**

- ▶ Mesures contre la vie chère : du blabla !
- ▶ « Nouvelle trêve sociale », un piège contre les travailleurs.
- ▶ Réconciliés ou pas, ils sont même chose !
- ▶ Ceux qui prônent l'institutionnalisation de la « polygamie optionnelle ».

Pages 8 : **Madagascar**

- ▶ Les chefs des églises craignent une montée de la colère populaire.

Page 9 : **Big Pharma**

- ▶ Charité bien ordonnée...

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 €

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42

92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

MALI : L'EMBARGO A ÉTÉ LEVÉ MAIS LA VIE CHÈRE CONTINUE DE FRAPPER LES CLASSES POPULAIRES

Le 3 juillet dernier, les dirigeants de la CEDEAO (Communauté Economique des États d'Afrique de l'Ouest) ont levé l'embargo qu'ils ont imposé au Mali six mois plus tôt. Cette décision a été ressentie comme un soulagement par la population malienne. Tout le monde s'attendait à ce que cela se traduise par la fin de la pénurie et de la vie chère. Et comme cette levée tombait la semaine précédant la fête musulmane de la Tabaski, la joie a été encore plus grande dans les quartiers populaires car les gens croyaient qu'ils allaient enfin acheter des produits à des prix abordables pour célébrer cette journée. Hélas, la situation n'a pas changé et la joie s'est transformée en déception.

Les prix de l'huile, du riz et du sucre sont restés les mêmes car le gouvernement a laissé les commerçants grossistes agir comme bon leur semble. Les denrées produites localement comme le mil ou les produits maraîchers sont devenus encore plus chers que durant l'embargo, notamment à cause de la flambée des prix du carburant sur le marché mondial.

Beaucoup ont constaté que globalement leur situation d'aujourd'hui n'est pas meilleure qu'avant l'embargo, mais cela ne semble pas trop préoccuper les galonnés actuellement au pouvoir. Embargo ou pas, ces derniers et la bourgeoisie locale n'ont jamais manqué de rien. Bien au contraire, certains hommes d'affaires ont profité de la pénurie pour accroître leur fortune sur le dos de la population pauvre. Pendant ce temps, les travailleurs et leurs familles se sont appauvris. Les maigres salaires ont été anéantis par la flambée des prix. Et c'est pour empêcher que celle-ci se transforme en flambée de colère que les militaires au pouvoir sont à l'affût de tout débordement et qu'en même temps ils essaient de détourner la colère populaire par la démagogie nationaliste.

ATTENTAT DE KATI : À QUI PROFITE LE CLIMAT DE PEUR ?

Le 22 juillet dernier, la principale garnison de l'armée malienne située dans la ville de Kati à 15 kilomètres de Bamako, a été la cible d'une attaque à la voiture piégée par un commando de terroristes. Il y aurait eu 8 tués et plusieurs blessés tant du côté de l'armée que des attaquants.

Cette attaque a eu un retentissement d'autant plus grand qu'elle a frappé le cœur du pouvoir militaire, là où résident le colonel Assimi Goïta, l'actuel chef d'État ainsi que son ministre de la Défense. La veille, six autres attaques ont visé des postes de gendarmerie et des camps militaires dans cette même région.

Le porte-parole du gouvernement a accusé la Katiba Macina, une mouvance locale d'al-Qaïda, d'être à l'origine de ces actions. Il s'est voulu rassurant en déclarant que le gouvernement contrôle la situation. Ce qui est sûr, c'est que le colonel Goïta et sa clique vont utiliser cette situation politique créée par les attentats pour renforcer

davantage la dictature militaire sur l'ensemble de la population. Au moment où celle-ci souffre de la vie chère, du chômage et de la misère, le climat de peur qui règne dans la capitale ne déplaît pas au pouvoir en place, bien au contraire



Kati, située à 15 km de Bamako, est une ville-garnison. Elle abrite l'un des plus grands camps militaires du pays. C'est de là que sont partis la plupart des coups d'Etat qui ont eu lieu au Mali.

LE BRAS DE FER ENTRE LA MALI ET LA CÔTE D'IVOIRE RISQUE D'ENVENIMER LES RELATIONS ENTRE DEUX PEUPLES VOISINS

Le 10 juillet dernier, 49 militaires ivoiriens ont été arrêtés à leur arrivée à l'aéroport de Bamako. Ils sont accusés par les autorités maliennes d'être des mercenaires alors que les autorités ivoiriennes affirment qu'il s'agit de soldats de l'armée ivoirienne agissant au Mali dans le cadre de la MINUSMA (Mission des Nations Unies pour la stabilisation au Mali).

Chacun reste figé sur sa position et pour le moment les 49 soldats ivoiriens sont

toujours maintenus en état d'arrestation. Combien de temps ce bras de fer va-t-il durer ? Ce qui est sûr c'est que cela risque d'entraîner les deux États vers une détérioration de leurs relations déjà dégradées suite au blocus décidé par la CEDEAO contre le Mali, blocus qui a duré environ six mois et qui n'a été levé que le 3 juillet. Le problème c'est que l'irresponsabilité des dirigeants de ces deux pays voisins risque de créer des tensions entre les populations qui n'ont rien à voir avec cette bisbille entre les dirigeants

au pouvoir. Les travailleurs n'ont aucun intérêt à emboîter le pas de ceux qui veulent

les diviser mais au contraire affirmer qu'ils ont les mêmes intérêts.

Burkina Faso

L'ANCIEN BOURREAU REVIENT SUR LE LIEU DU CRIME

L'ancien dictateur du Burkina Faso, Blaise Compaoré, exilé en Côte d'Ivoire depuis 2014 auprès de son protecteur et ami Ouattara, prépare-t-il son retour à Ouagadougou ? Le nouvel homme de Ouagadougou, le lieutenant colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, arrivé au pouvoir par le coup d'État du 24 janvier 2022 semble vouloir lui dérouler le tapis rouge pour l'accueillir en grande pompe.

Le 7 juillet dernier l'ex dictateur, affublé du titre de « sage », a été invité à Ouagadougou pour participer à un sommet d'anciens présidents du Burkina Faso au moment où le nouveau pouvoir en place a du mal à faire face à la montée en puissance des bandes armées terroristes. Il a aussi du mal à contenir la colère d'une partie de la population qui montre qu'elle en a marre d'assister à la valse des galonnés et des civils au sommet du pouvoir alors que le sort de la grande majorité ne cesse de se dégrader.

C'est à bord d'un avion affrété par le président ivoirien que Blaise Compaoré a effectué ce voyage éclair pour, dit-il, évoquer « les intérêts supérieurs de la nation » et prodiguer ses précieux conseils au nouveau dictateur burkinabè.

Après ce petit séjour qui lui a permis de tâter le terrain, Blaise Compaoré est revenu à Abidjan, toujours aux petits soins de son ami protecteur Ouattara. Quel sera l'étape suivante ? On verra. Ce qui est sûr

c'est que sa petite tournée à Ouaga n'a pas été du goût de tous, à commencer par ceux qui ont vécu et souffert de ses 27 années de dictature féroce. De nombreux opposants politiques, syndicalistes ou journalistes critiques ont été assassinés. C'est avec le soutien de l'impérialisme français qu'il a exercé sa dictature. Son renversement suite à une puissante insurrection populaire a été vécu comme une fête par l'ensemble de la population. Son principal soutien qu'était l'armée l'a lâché et c'est en toute précipitation qu'il s'est enfui vers Abidjan. Ouattara lui a offert un passeport ivoirien et la garantie de ne pas être extradé en cas de demande des autorités burkinabè.



28 octobre 2014, Place de la Révolution, Ouaga. Mobilisation populaire contre la modification de la Constitution par référendum, qui devait permettre à Blaise Compaoré de se présenter aux élections présidentielles pour un cinquième mandat consécutif. Quelques jours après il a été renversé.

De nombreuses personnes ont été choquées, à juste raison, de voir cet assassin revenir sur le lieu du crime en toute impuni-

té et être reçu avec faste alors qu'il a été condamné en avril 2022, pour l'assassinat de Thomas Sankara. Il a refusé de se présenter devant les juges et ceux-ci ont prononcé une peine de prison à perpétuité à son encontre. Trois mois plus tard, il vient narguer les juges qui l'ont condamné, avec la complicité des nouvelles autorités.

Des associations dont celle des magistrats et des victimes de la dictature de Blaise Compaoré ont réagi et publié un communiqué de protestation dont nous publions un extrait : « Voir un condamné sur qui pèse un mandat d'arrêt à Ouagadougou

directement au palais présidentiel, ce n'est ni plus ni moins que l'injure. Une injure envers nous les familles des victimes mais aussi envers la mémoire des personnes assassinées le 15 octobre 1987. La place de Blaise Compaoré est en prison, pas dans les salons feutrés ». On ne peut que partager cette indignation.

En recevant de cette manière cet assassin, les nouveaux galonnés au pouvoir à Ouagadougou ont montré qu'ils ne sont pas différents de leur invité. Cela donne aussi une certaine idée de la nature du président ivoirien qui l'a toujours protégé.

Côte d'Ivoire

MESURES CONTRE LA VIE CHÈRE : DU BLABLA !

Les prix ne cessent d'augmenter, même celui de l'aubergine et du piment ! Alors, le Premier ministre a répondu aux questions des journalistes de la Rti sur « les stratégies » du gouvernement pour lutter contre les augmentations des prix.

Il a commencé par expliquer que c'est le Covid et ensuite la guerre en Ukraine qui sont la cause de ces augmentations. Pour faire face à cette situation, il dit que son gouvernement est « extrêmement réactif », qu'il a pris des mesures « vigoureuses », que depuis que la crise a commencé, ce sont 400 milliards de francs de « subvention » que le gouvernement a décaissés, que « les prix de 21 produits sont plafonnés », que les prix sur les marchés et les boutiques sont régulièrement contrôlés et que « 87 millions de francs d'amendes » ont été dressées contre les « fraudeurs ».

Comme le Premier ministre doit son poste à Ouattara, il a pensé bien faire en disant aussi que « le Président de la Répu-

blique est un éminent économiste » et qu'il a « un plan de développement de l'agriculture jusqu'en 2030 pour permettre à la Côte d'Ivoire de produire localement ce qu'elle consomme ». Sauf que cet argument est tout aussi creux que tout le reste. Il suffit de prendre l'exemple de l'huile de palme. Elle est bien produite localement mais cela n'a pas empêché que son prix a aussi flambé !

Non, ce n'est ni le Covid, ni la guerre en Ukraine qui sont la cause des augmentations de prix. Ce sont les spéculations capitalistes dans un système économique en crise. Les gouvernements qui se succèdent au pouvoir sont non seulement impuissants devant ce phénomène, mais ils sont surtout là pour défendre les intérêts capitalistes.

Alors, quand le Premier Ministre conclut son propos en disant : « faites-nous confiance », il ment comme un arracheur de dents ! Eh bien non ! Les travailleurs n'ont aucune confiance à accorder au gouverne-

ment dont la politique est de défendre les intérêts des riches contre les pauvres !

Le simple bon sens voudrait que les salaires des travailleurs soient augmentés proportionnellement à l'augmentation du coût de la vie. Sans cela, le peu qu'ils touchent sera anéanti par la montée des prix.

Mais les travailleurs savent d'expérience que les capitalistes n'augmenteront pas les salaires sans une force qui les y oblige. Cette force, c'est la puissance des travailleurs d'être ensemble dans la lutte !



Le Premier ministre Patrick Achi en visite médiatisée au marché d'Adjamé en juillet 2021, histoire de faire de la démagogie autour de sa prétendue lutte contre la cherté de la vie.

Côte d'Ivoire

« NOUVELLE TRÊVE SOCIALE », UN PIÈGE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Le gouvernement a délégué le ministre de la fonction publique Anne Désirée Ouloto pour négocier une « nouvelle trêve sociale » avec les syndicats.

Cette ministre, quand elle était chargée de la « salubrité », avait « déguerpi » en son temps des bidonvilles à coups de bulldozer avec l'aide des forces armées, sans égard pour les habitants, généralement les travailleurs et les populations pauvres.

Aujourd'hui, elle a changé de ministère et s'occupe maintenant de la fonction publique. Or, les petits fonctionnaires subissent eux aussi la cherté de la vie, et l'objectif du gouvernement est de les faire taire.

C'est donc pour pouvoir déclarer demain toute éventuelle grève des travailleurs

comme hors la loi que le gouvernement veut rapidement signer un accord avec les syndicats. Selon cette ministre, « 90% des préoccupations » avancées par les syndicats auraient déjà trouvé des solutions.

Un accord entre responsables syndicaux et gouvernement, c'est-à-dire entre des dirigeants foncièrement au service des intérêts capitalistes, est une chose mais une explosion de colère des travailleurs en est une autre !

Comme partout dans le monde, les travailleurs auront alors en face d'eux les forces de police, de gendarmerie, voire de l'armée. Ils n'auront pas d'autre choix que celui de s'organiser en conséquence pour défendre leurs intérêts !

RÉCONCILIÉS OU PAS, ILS SONT MÊME CHOSE !

Le gouvernement et les partis politiques, Pdc, Fpi, Rhdp, Ppa-ci et autres, ont fait du tapage durant des mois sur la prétendue rencontre de « réconciliation » entre « l'ainé, le cadet et le petit frère ».

En tout cas, dans les quartiers des travailleurs, cette nouvelle n'a pas fait la une. Beaucoup disent qu'ils ont organisé cette rencontre pour ne pas parler des vrais problèmes qui sont liés à la cherté de la vie et la montée de la pauvreté.

Ces politiciens professionnels parlent aujourd'hui de « réconciliation », mais ce sont eux-mêmes et leurs clans qui mettent régulièrement le pays à sang depuis une trentaine d'années pour arriver à la man-

geoire. Ce sont eux qui, avec leur politique de haine nationaliste, ethniste et xénophobe, versent le sang des pauvres.

Et les voilà, ces mêmes gens, qui s'amnistient maintenant mutuellement de tous leurs crimes et osent se présenter comme étant des « frères ». Oui, il y a de quoi avoir envie de vomir !

Ce n'est pas la première fois qu'ils nous font ce même cinéma. D'ailleurs, personne ne sera surpris de voir demain, à la place des trios Ouattara-Gbagbo-Bédié, des petits Ouattara, petits Gbagbo et petits Bédié, tout aussi nuisibles pour les travailleurs et les populations pauvres que leurs parents.

CEUX QUI PRÔNENT L'INSTITUTIONNALISATION DE LA « POLYGAMIE OPTIONNELLE »

Un député a proposé que la polygamie soit reconnue par la loi. Ces hommes veulent juste normaliser une situation : la majorité d'entre eux ont deux, trois et plus de « bureaux », c'est-à-dire plusieurs maîtresses.

Dans cette société capitaliste, les femmes sont souvent des trophées pour des hommes qui les considèrent comme leurs possessions ! Elles se retrouvent doublement

exploitées, d'abord en tant que travailleuse puis en tant que femme !

Non content d'en avoir une à leur solde exauçant leurs désirs, ces députés veulent multiplier les esclaves à leur service. Il ne leur viendrait évidemment pas à l'esprit que les femmes puissent aussi avoir des relations sexuelles avec plusieurs hommes !



LES CHEFS DES ÉGLISES CRAIGNENT UNE MONTÉE DE LA COLÈRE POPULAIRE

Lors d'un récent discours solennel devant un parterre de dirigeants, transmis sur les ondes, le chef des églises œcuméniques malgaches (FFKM) considère que « l'heure est grave » et qu'il faut que l'État procède à des « concertations élargies pour trouver des solutions à la conjoncture socio-économique actuelle ».

Il est vrai que depuis le début de cette année il y a une montée galopante des prix ; même le tarif du ticket de bus de la capitale a subi une augmentation de 60%

d'un seul coup avec l'autorisation du gouvernement. Pendant ce temps les salaires, surtout ceux des travailleurs du privé, demeurent résolument bloqués. Cette situation engendre des mécontentements et c'est cela que les dirigeants religieux semblent craindre.

Espérons que la colère éclate, que les travailleurs se fassent entendre des capitalistes qui s'enrichissent sur leur travail avec la complicité des dirigeants de l'État et de ceux des églises.

Big Pharma

CHARITÉ BIEN ORDONNÉE...

(Article paru dans l'hebdomadaire Lutte Ouvrière du 22 juillet publié en France)



Vente de médicaments dans un marché au Sénégal

Début juillet, Sanofi a annoncé le lancement de sa marque Impact, regroupant 30 médicaments vendus « à but non lucratif », dans les 40 pays les plus pauvres du monde.

Cette annonce suit celle du groupe Pfizer qui, en mai, parlait de vendre à prix

coûtant ses médicaments dans les 45 pays les plus pauvres du monde. Pour Sanofi, il s'agit entre autres de médicaments contre la malaria, la tuberculose, d'insuline et de médicaments contre les troubles cardiovasculaires. Dans ces pays où une majorité de la population vit avec moins de 1,90 euro par jour, les classes populaires achètent fréquemment leurs médicaments dans la rue, à la pièce. Ce sont souvent des contrefaçons, parfois mortelles. Mais pour les groupes pharmaceutiques, cela représente surtout une partie du marché, certes la plus pauvre, mais aussi la plus nombreuse, qui leur échappe. Pour Pfizer, comme pour Sanofi, ces accords aux airs humanitaires sont un moyen de répondre au problème en s'assurant des collaborations plus étroites avec les États et des liens avec les réseaux d'accès aux soins et de

distribution. Cette annonce est d'autant plus choquante qu'en parallèle Sanofi a cessé de produire un vaccin contre la rougeole, maladie qui fait des ravages dans les pays pauvres. En 2021, Sanofi a réalisé plus de treize milliards d'euros de chiffre d'affaires, hors Europe et États-Unis. Même si l'Afrique

pèse peu, pour les grands laboratoires étendre leur réseau est toujours bon à prendre, et le vernis humanitaire constitue un petit plus. Quant à la survie des populations les plus pauvres, ce n'est pas le «cœur de métier» de ces requins de laboratoires.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.

